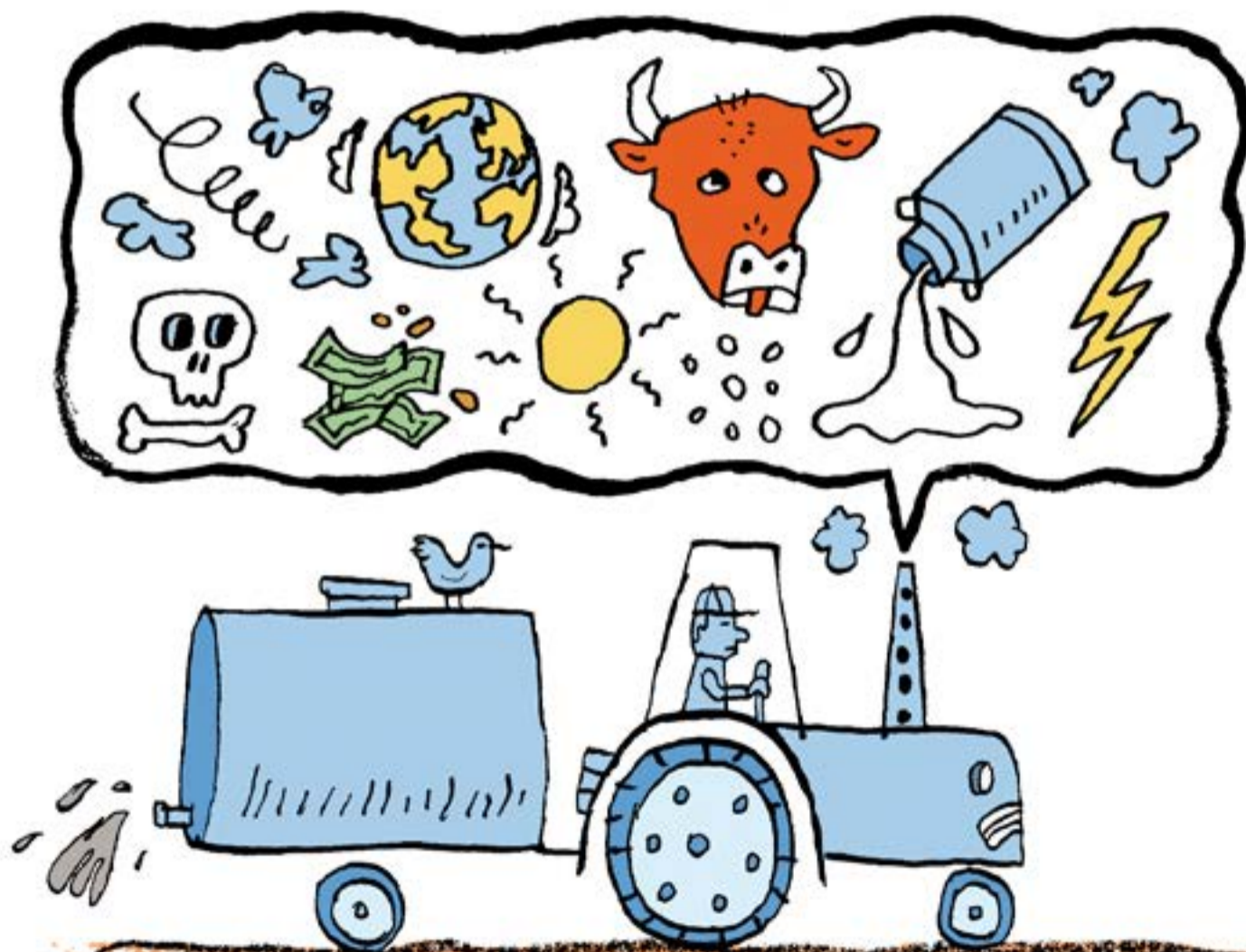


Investir les champs de la **politique** **et du savoir**

| Un article de Philippe Baret |

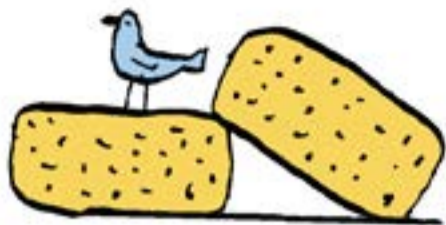
BIO Philippe Baret est président de SOS Faim
et doyen à la Faculté de bioingénieurs de
l'UCLouvain.



La promesse d'une agriculture nouvelle, belle et naturelle fait rêver les citoyens. Dans les livres et les revues, les émissions de télévision, à la radio et sur les réseaux sociaux, un foisonnement remet le vert du potager à l'agenda de nos villes. Les horizons semblent fertiles pour des agricultures nouvelles, nutritives et écologiques. En même temps, terrible paradoxe, les campagnes grognent ou pleurent.

| Voir page suivante >





Pour beaucoup d'agriculteurs et d'agricultrices, le ciel est noir. Les tensions sont économiques : prix trop bas et surtout fluctuants, endettements, impossible transmission de l'exploitation. Pour beaucoup d'agriculteurs et d'agricultrices, les années se succèdent sans un salaire décent. Les tensions sont aussi culturelles et sociales : le monde agricole traditionnel se sent subitement exclu de la société. Il pensait se construire sur un agenda de progrès, répondre à la demande d'une société toujours plus affamée d'une nourriture abon-

Les choix techniques sont cornéliens ; la tension sur la main-d'œuvre est énorme...

dante, diversifiée et à bas prix et ses acteurs se retrouvent au cœur des critiques. La relation des agriculteurs à la Nature est contestée : pollution, bien-être animal, contribution au changement climatique sur tous ces tableaux, l'agriculture est pointée du doigt.

Face à ce paradoxe, la tentation est grande de trouver l'un ou l'autre grand coupable, cause de tous les maux du monde actuel. Sans nier la responsabilité de la finance mondialisée et des grands groupes de l'agrochimie et du négoce des grains et des semences, ne faudrait-il pas nous interroger sur les trajectoires ? Celles que nous avons prises, et surtout celles que nous pouvons aujourd'hui choisir pour répondre aux enjeux de notre siècle.

De la croisée des chemins à la confrontation des visions

« *L'agriculture à la croisée des chemins* », tel était le titre de l'imposant rapport IAASTD remis en 2009 par plus de 400 experts. Inspiré par les travaux du Giec sur le climat, l'objectif était bien de faire le point sur la situation de l'agriculture mondiale. Plusieurs milliers de pages, fruit de nombreuses heures de réunions, de rencontres, d'échanges. Le pavé était particulièrement indigeste mais la conclusion claire tenait en une proposition essentielle : la poursuite du modèle actuel n'est pas une option crédible car elle nous conduirait collectivement à nous écraser contre les limites planétaires. En conséquence, un nouveau modèle devait se construire basé sur un nouveau système de connaissance mêlant savoir techniques et savoirs traditionnels. La force de cette proposition tenait non seulement dans son contenu mais aussi dans sa nature. Par opposition aux logiques du XIX^e et du XX^e siècle, on proposait de construire de nouveaux modèles agricoles, non pas sur des propositions techniques, sur une conception industrielle du progrès, mais bien sur un système de connaissances, sur des savoirs. La portée de ce changement ne serait pas seulement conceptuelle. En mettant les connaissances, dans leurs diversités, au cœur du projet agricole, le choix serait de redonner du pouvoir aux détenteurs d'un savoir local, ancestral, aux paysans, et singulièrement aux petits paysans du Sud.

À la même époque, un mot nouveau bruissait dans les couloirs des universités et des ONG : l'agroécologie. Un concept qui avait déjà de profondes racines et sur lequel les Latino-Américains, sous la dynamique houlette de Miguel Altieri, avaient construit des réseaux mêlant chercheurs et praticiens, étudiants et paysans. Une approche nouvelle de la relation homme-nature qui renversait la table de la révolution verte. L'homme ne cherchait plus à maîtriser la Nature mais bien à s'appuyer sur des synergies avec le fonctionnement des écosystèmes naturels pour établir des systèmes agricoles et alimentaires résilients, durables et équitables. Ces nouveaux systèmes se bâtissent à l'échelle de la ferme et demandent à l'agriculteur et l'agricultrice de retrouver une autonomie de décision et donc une autonomie financière et technique. L'agriculteur redevient acteur de son système, il observe, décide, construit sur le long

terme pour cultiver la fertilité de son système, trouver de nouveaux équilibres avec les ravageurs, améliorer ses propres semences. À petite échelle, se multiplient les initiatives dans ce sens qui progressivement tissent un réseau.

Ce réseau, construit sur les principes de l'agroécologie, est encore peu présent dans les campagnes même si Olivier De Schutter, rapporteur des Nations unies pour le droit à l'alimentation, lui donne une résonance planétaire. Dans les campagnes du Nord et du Sud, l'inquiétude domine. Les récoltes deviennent erratiques. En France, depuis 1995, le rendement moyen des céréales, indicateur du succès du modèle de la révolution verte, stagne. L'inquiétude ronge en profondeur le monde agricole. Le taux de suicide y est double par rapport au reste de la société. Les faillites se succèdent au profit de quelques-uns qui s'agrandissent encore. Les choix techniques sont cornéliens: robot ou pas robot, digitalisation. La tension est énorme sur la main-d'œuvre agricole, sous-payée, sans statut et souvent exploitée car dans une situation de faiblesse. Le monde agricole va mal. Pourtant, dans les grands salons, les machines sont toujours plus grandes et plus brillantes. Pourtant, dans nos aéroports, BASF et Syngenta achètent des espaces pour nous dire leur foi dans des solutions techniques héritées d'un monde passé.

Trois scénarios pour le futur

Face à ce paradoxe, trois scénarios se dessinent pour le futur. Aujourd'hui, ces scénarios sont souvent vus comme des exercices gratuits, des élucubrations. À cette approche prospective, on oppose l'impératif de l'action. Face à l'urgence climatique, sociale, environnementale, il nous faut agir, individuellement, collectivement. Nous retrousser les manches, « *faire quelque chose* ». Nous agissons et nous nous étonnons ensuite du peu d'impact de notre action.

De fait, alors que beaucoup ont tiré le signal d'alarme et que certains construisent les solutions de demain, le train continue à nous emporter, sans même faire mine de ralentir. Notre action n'aura de sens que si nous pouvons l'intégrer à un scénario à moyen et à long terme et qui intègre les ensembles des acteurs, tous les passagers et passagères de notre train planétaire. On parlera de scénario « *inclusif* ».

De façon simplifiée, trois trajectoires se dessinent face à nos sombres horizons: la fuite en avant, l'effondrement et la transition.



1 la fuite en avant

La fuite en avant n'aime pas qu'on l'appelle comme cela. Il s'agit non pas de fermer les yeux et de se jeter dans le vide mais d'aider le modèle actuel à se maintenir en choisissant une logique d'adaptation plutôt que de rupture. D'un point de vue économique, n'implique pas de remise en question du modèle capitaliste dominant. D'un point de vue technique, il reconnaît les enjeux du changement climatique mais y voit un nouveau défi pour le « *génie humain* ». Aux problèmes systémiques qui émergent, il propose une panacée de solutions techniques existantes, à venir ou imaginaires, qui pourront progressivement nous aider à passer ce cap d'une planète sous pression. La foi en la science et la technologie, et un certain fatalisme par rapport à la nature humaine, se combinent dans cette vision incapable de changer ses comportements et de se construire un nouveau destin. Une espèce de rêve américain étendu au niveau planétaire laisse à penser qu'une société où la consommation est le moteur du bien-être est possible et souhaitable.



2 l'effondrement

Partant du même fatalisme sur la nature humaine et des mêmes prémisses sur l'état actuel du monde, un deuxième scénario se dessine autour d'un effondrement à moyen terme. Dans les années 1970 déjà, Daniel et Donatella Meadows¹ avaient construit un modèle de fonctionnement de notre système planétaire qui montrait qu'après la phase d'expansion économique et démographique du XX^e siècle, nous entrerions dans une phase d'effondrement liée à la conjonction d'une population en croissance, d'une raréfaction des ressources non renouvelables et des effets de la pollution. La crise pétrolière, les indicateurs de dégradation environnementale et sociale, s'inscrivent de façon quasi parfaite le long des courbes qu'avaient prédites les Meadows. La perspective d'un effondrement se rapproche et, face à cette perspective, un mouvement se construit qui fait de cet effondrement la seule perspective possible.



3 la transition

Sans qu'elle soit explicitement définie en opposition à ces deux pôles de la fuite en avant et de l'effondrement, la théorie de la transition propose un troisième cadre. Le point de départ de cette approche est le constat que le fonctionnement de nos sociétés est déterminé par des réseaux d'acteurs

qui partagent des normes et des pratiques. Ces réseaux sont appelés « régimes ». Le système laitier mondial illustre très bien leur fonctionnement : les principaux acteurs, qu'ils soient économiques ou politiques, se satisfont de techniques de plus en plus industrielles pour la production d'un lait abondant, à bas prix et sans qualité spécifique, un produit standard de nos systèmes alimentaires mondialisés. Ils s'accordent aussi pour libéraliser les marchés et amplifier surproduction et volatilité des prix². Ces acteurs du système laitier mondial, de la multinationale à l'éleveur, trouvent finalement naturel d'inonder de lait des marchés africains et asiatiques au mépris des producteurs locaux, des habitudes alimentaires et de l'environnement. Et s'il est nécessaire de détruire la forêt tropicale pour réengraisser de la poudre de lait destinée au marché africain au moyen d'huile de palme, ils ne se posent pas de questions et n'apprécient surtout pas que d'autres leur en posent³.

Cette situation illustre les verrouillages intellectuels, organisationnels et fonctionnels qui aujourd'hui dominent nos systèmes alimentaires. Le dysfonctionnement du système de la tomate en est un autre exemple, remarquablement décrit par Jean-Baptiste Malet⁴. Empêtrés dans ces verrouillages systémiques, les régimes qui dominent actuellement notre planète alimentaire sont *de facto* des adeptes de la fuite en avant qui nous conduisent à l'effondrement. La théorie de la transition a pour ambition de dépasser ces verrouillages qui font la puissance de ces régimes en conjuguant deux leviers : l'émergence de propositions alternatives et une modification en profondeur des attentes de nos sociétés. Il s'agit bien de construire un rapport de force entre deux visions du monde en le pensant dans le long terme et en s'appuyant sur une compréhension fine des mécanismes en œuvre aujourd'hui. Si David veut vaincre Goliath, on ne peut pas simplement compter sur le hasard d'une pierre habilement lancée, il est de notre devoir de sérieusement disséquer les mécanismes de nos sociétés actuelles et de nourrir des alternatives qui ont fait la preuve de leur pertinence, par-delà les belles images et les grandes naïvetés.

1 Les *Limites à la croissance (dans un monde fini)*, également connu sous le nom de « Rapport Meadows », est un rapport de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT) publié en 1972.

2 Voir le film *Planète lait* d'Andreas Pichler.

3 Dénoncé dans la campagne « N'exportons pas nos problèmes ».

4 Jean-Baptiste Malet : *L'Empire de l'or rouge*.

Menaces de récupération, excès de naïveté

Un double mouvement coordonné est au cœur d'une vision moderne de la transition : pointer les faiblesses des régimes dominants tout en amplifiant les niches d'innovation les plus pertinentes. Penser ces deux mouvements simultanément et en gardant à l'horizon la nécessité d'un changement radical est exigeant mais indispensable pour éviter deux écueils majeurs.

Le premier est l'absorption des niches d'innovation par le régime dominant. L'agriculture biologique est aujourd'hui sous la pression de cette menace. Construit sur la base d'une prise de conscience d'une nécessaire cohérence par rapport à la Nature par des consommateurs et des agriculteurs en étroite symbiose, le modèle de l'agriculture biologique est en train de se conventionnaliser en étant intégré dans les systèmes agroalimentaires modernes avec des risques d'industrialisation, d'opacité des filières, de délocalisation et d'une facture sociale et environnementale en contradiction avec la vision des fondateurs.

La naïveté est la seconde menace qui plane sur la dynamique de transition. Un foisonnement d'alternatives et de bonnes idées agitent aujourd'hui nos réseaux : permaculture, aquaponie, agriculture urbaine. Séduisantes techniquement, axées sur une autre vision de notre relation à la Nature et sur une prise de conscience des enjeux nouveaux, ces solutions séduisent de plus en plus de personnes. Elles ne sont pas en soi mauvaises mais attirent à elles beaucoup d'énergie et de ressources sans que ne soit pensée leur véritable contribution à une transition de nos systèmes agroalimentaires. Sont-elles vraiment les clés pour un changement en profondeur de nos sociétés ou simplement des propositions pour nous sentir mieux face aux noirs nuages qui planent sur nos vies ? Ne sont-elles pas d'inutiles gadgets qui nous apaisent pour ne pas penser à l'ampleur du nécessaire changement ?

Si l'impertinence des systèmes agricoles industriels fait aujourd'hui consensus, la pertinence des solutions alternatives est une exigence forte. L'agriculture et l'alimentation ont cette étrange propriété d'être facilement appropriables, tout le monde peut cultiver un jardin, chacun et chacune peut préparer

un repas. Cela donne la fausse impression que le métier d'agriculteur ou de cuisinier est facile. Or la différence entre une pratique professionnelle et un hobby est énorme. Les pratiques et surtout les contraintes sont d'une autre nature.

Même si pratiquer soi-même le jardinage permet de comprendre l'importance d'un respect de la nature et la difficulté d'un travail manuel, cela ne remplace pas l'importance

L'agriculture urbaine est inconcevable sans un lien à la ruralité.

du métier d'agriculteur et d'agricultrice. C'est donc une complémentarité qu'il s'agit de construire et non une substitution. L'agriculture urbaine est inconcevable sans un lien à la ruralité car s'il s'agit de retrouver l'autonomie alimentaire, et cela ne se fera qu'à l'échelle d'un territoire où s'articulent ville et campagne, où s'allient agriculture et Nature.

Redonner du sens et du pouvoir à l'agriculture

L'objectif de l'agroécologie n'est pas de proposer de nouvelles pratiques qui viendraient remplacer pesticides et engrais chimiques. Les pratiques sont tout au plus un moyen de l'agroécologie. L'objectif, c'est la justice sociale au sein des systèmes alimentaires. Une justice sociale qui redonne du bien-être aux agriculteurs et agricultrices du monde et qui assure une alimentation saine pour tous les citoyens et citoyennes. Un objectif ambitieux.

Un objectif qui a aussi une dimension environnementale car, comme l'a montré l'économiste français Eloi Laurent⁵, inégalités sociales et dérèglement climatique et écologique sont intimement liés. Les inégalités sont un facteur d'accélération des dérèglements écologiques. En agriculture notamment, il est possible de concilier équilibre

5 Eloi Laurent (avec Philippe Pochet) : *Pour une transition sociale-écologique. Quelle solidarité face aux défis environnementaux ?*, Les Petits Matins, 2015.

Les chiffres et le sens

Penser l'avenir crée une tension entre les chiffres et le sens. Jusqu'ici les chiffres et les prévisions ont surtout été utilisés pour justifier la poursuite des trajectoires actuelles : « menace » démographique, nécessité d'une augmentation des rendements, revenus des agriculteurs. Les logiques de rupture basées sur l'agroécologie, l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire, se sont quant à elles construites sur des questions de sens, sur la pertinence intrinsèque de nouveaux modèles sans que les performances de ces modèles, qu'elles soient économiques ou environnementales, ne soient vraiment quantifiées.

D'un côté, une logique techno-centrée forte de ses statistiques, de l'autre une utopie ancrée dans les pratiques et les savoirs paysans mais sans quantification à grande échelle. C'est tout récemment que sont apparues les premières études chiffrées montrant l'intérêt d'un déploiement de l'agroécologie à grande échelle en Europe.

Ces travaux restent préliminaires et devraient constituer une priorité pour les pays du Sud. Les premiers

résultats montrent qu'une transition des systèmes alimentaires implique non seulement une évolution des pratiques mais avant tout une révision des usages des productions agricoles. La grande majorité des terres et des productions végétales sont aujourd'hui mobilisées pour nourrir des animaux avec un taux de conversion calorie végétale-calorie animale qui ne dépasse pas les 33 %. Orienter les régimes alimentaires du Nord vers plus de protéines végétales tout en conservant le lien nécessaire entre l'élevage et l'agriculture donnerait de nouveaux degrés de liberté à une agriculture qui pourrait abandonner la course à la productivité pour trouver l'équilibre entre dimensions économiques et environnementales.

Cela implique aussi la reconnaissance des apports écologiques des formes d'agriculture paysannes et agroécologiques et, pourquoi pas, la rémunération de ces services écosystémiques par le consommateur mais aussi par le citoyen et la société.

écologique et productivité dans des modèles d'agriculture familiale, à échelle raisonnable et appliquant les principes de l'agroécologie.

Si une nouvelle trajectoire de transition est possible avec comme horizon moins d'inégalités, une qualité de vie meilleure au Nord comme au Sud et une réduction des déséquilibres environnementaux, cette trajectoire implique un engagement collectif.

Il est paradoxal de voir que l'enjeu commun et planétaire du changement climatique génère une logique de polarisation, là où l'importance des défis demanderait plutôt une union sacrée. La forme la plus médiatique de cette polarisation est celle qui oppose la majorité des scientifiques et les climatosceptiques. Une forme peut-être plus insidieuse est celle qui oppose les villes aux campagnes, le monde urbain au monde rural. Cette opposition frappe à la fois les pays du Nord et ceux du Sud avec notamment des visions de l'agriculture qui frôlent la caricature.

Réconcilier l'urbain et le rural

S'engager dans une transition agroécologique suppose de réconcilier le monde agricole et l'ensemble de la société. Sans naïveté et sans renoncer à la transformation en profondeur des pratiques agricoles pour s'affranchir de la dépendance à la chimie et aux énergies fossiles, il est essentiel de reconnaître que ce sont les agriculteurs et agricultrices d'aujourd'hui qui possèdent les savoirs, le temps et le courage pour construire les agricultures de demain.

Ces agriculteurs et agricultrices ne sont plus au cœur de nos objectifs alimentaires. Au Nord, ils sont pointés du doigt comme pollueurs par les citoyens et dépossédés de leurs moyens de production par une pression foncière et économique toujours croissante. Au Sud, ils sont marginalisés au profit du développement de projets à grande échelle basés sur des modèles qui ont montré leurs limites au Nord mais que l'on présente comme modernes par opposition à une agriculture traditionnelle. Dépas-

ser ces clivages pour ouvrir un dialogue avec le monde agricole d'aujourd'hui, dans sa diversité et parfois ses incohérences, est une première étape pour penser une transition agroalimentaire inclusive et à grande échelle.

Pour dépasser les jugements simplistes et laisser le temps à une conversion en profondeur, ce dialogue pourrait se nouer autour des horizons de l'agriculture, des scénarios de transition.

Au-delà des bonnes intentions

Comme on l'a fait avec un certain succès pour l'énergie, réfléchir collectivement à la part des différentes formes d'agricultures dans notre alimentation de demain est un potentiel enjeu citoyen. Quelle part d'agriculture biologique locale dans l'assiette des Européens en 2050? Quelle place pour le riz importé dans le système agricole sénégalais? Comment assurer l'équilibre alimentaire du Burkina Faso face à la pression du changement climatique? Ces enjeux à moyen terme sont les conditions d'une réflexion en profondeur sur les politiques agricoles et alimentaires qui dépasse les bonnes intentions. La somme des solutions technologiques, qu'elles soient orientées vers la productivité ou vers l'écologie, ne constitue pas une politique et ne peut répondre à l'enjeu de justice sociale, qui est majeur.

Le passage à l'échelle d'un système agricole et alimentaire régional ou national pour penser la transition agroécologique au niveau des pays et des continents fera de la question agricole et alimentaire un enjeu politique. Si la nourriture sera toujours le fruit du travail des champs et des paysans du Sud et du Nord, c'est bien au niveau politique qu'il nous faut mener le combat. Un combat qui suppose de reconnaître la difficulté de changer le régime en place et donc le nécessaire développement de capacités pour tenir sur le long terme un cap qui demandera du courage et de la détermination. La transition énergétique en cours a mis à jour la puissance des verrouillages et des lobbies pour maintenir des modèles qui ne font plus sens, si ce n'est pour les financiers sans vision de notre avenir commun.

Démonter et contrer ces verrouillages est un prérequis pour ouvrir l'espace public à de nouvelles trajectoires, construites ensemble

et dans le respect de la diversité. Si nous parvenons à libérer cet espace, il faudra rapidement y mettre en place des dynamiques pertinentes et cohérentes. La puissance des rêves est parfois tellement forte qu'elle nous fait oublier l'impératif du réel.

Les nouvelles semences d'une agriculture agroécologique et paysanne, il ne s'agit pas de les semer à tous vents, confiant dans la générosité de la Nature. Tous les paysans du monde savent que la pérennité d'un système agricole se construit sur le long terme, l'anticipation des incertitudes climatiques par la fertilité des sols, le développement de systèmes résilients, le partage d'expériences et de savoirs.

Il ne s'agit pas
de semer des innovations
à tous vents.

Ne pas s'arrêter aux limites du champ

L'agriculture chimique s'est inventée à la fin du XIX^e siècle et a bénéficié d'investissements massifs pendant le XX^e siècle. Son alternative agroécologique et biologique a quelques décennies d'expérience et a très peu bénéficié de soutiens financiers et intellectuels. Elle est prometteuse mais fragile. L'urgence aujourd'hui est de prendre le temps pour bâtir avec sérieux et engagement les fondations de ce modèle : accumuler les connaissances, construire de nouveaux savoirs, former, éduquer de nouvelles générations d'agronomes mais aussi de sociologues, d'économistes et de juristes, car les horizons de l'agroécologie ne s'arrêtent pas aux limites du champ.

Il faut investir les champs de la politique pour se confronter aux modèles dominants et dépassés, et investir les champs du savoir pour fédérer les intelligences autour de nouvelles trajectoires. Ce double agenda est celui de l'agroécologie et de l'agriculture familiale pour la prochaine décennie. ☰

Article rédigé le 22 juillet 2019

Merci à Michèle Pétry, Louis Tessier et Julie Van Damme pour leurs commentaires et suggestions.

